

1850-2000 : un siècle et demi d'agriculture dans les Alpes-de-Haute-Provence

Par André de REPARAZ, professeur émérite, Université de Provence

Présenter l'histoire de 150 années d'agriculture dans un département aussi complexe que celui des Alpes-de-Haute-Provence est évidemment une gageure. Il va de soi que l'on ne peut développer ici que quelques points essentiels nécessaires à la compréhension des situations et des évolutions. Celles-ci préfigurent et éclairent toujours ce qui se passera, par la suite, dans les sociétés et les économies, laissant dans les paysages et les mentalités des éléments patrimoniaux constitutifs fondamentaux. En effet, le "poids du passé" n'est pas seulement un élément d'ankylose, gênant par ses résistances et ses persistance, les transformations dynamiques de l'économie, des techniques et surtout des sociétés et des mentalités paysannes et rurales. Le passé constitue aussi un patrimoine de haute qualité, support des développements contemporains originaux dans les "pays" des Préalpes, de la Durance et des plateaux de haute Provence.

On présentera cette histoire de l'agriculture en trois tableaux correspondant chacun à une période particulièrement significative : les années 1850 ; les années 1910, à la veille de la grande guerre ; les années 1950 et 60, début des grands changements contemporains.

Les années 1850, "apogée du système traditionnel"

Au début des années 1850, les campagnes bas-alpines ont connu une très grave crise au cours de laquelle la paysannerie des villages a joué un rôle essentiel. Une grande insurrection pour la République et contre le coup d'Etat de Napoléon-prince-président a réuni des milliers d'hommes parmi lesquels les "cultivateurs" étaient pour près de 50 % et les ruraux, dans leur ensemble, pour près de 80 %. C'est dire à quel point les paysans étaient ouverts et constituaient, en particulier dans le sud et l'ouest du département, ainsi qu'en Ubaye, une catégorie sociale citoyenne bien plus évoluée que ses homologues de la plupart des autres départements français. L'alphabétisation paysanne était alors beaucoup plus avancée qu'ailleurs - dans les diverses communes, à peu près tous ou même tous les membres des conseils municipaux signaient aisément les délibérations - et dans des "pays" bas-alpins comme l'Ubaye, la qualité de la culture rurale était telle que des paysans cultivés se "plaçaient" comme instituteurs communaux jusque dans la région lyonnaise.

La population des campagnes était pléthorique, la natalité très forte, les familles très nombreuses - 5 à 8 enfants et plus - en dépit d'une mortalité infantile terrible. Cette forte pression démographique culmina avec le maximum de population qui s'établit entre 1831 et 1841. Phénomène particulièrement précoce dans les Alpes-de-Haute-Provence, il avait entraîné le commencement du grand exode rural qui plus tard vida les villages où l'on s'entassait alors encore dans des maisons et des fermes surpeuplées. Cet entassement ouvrait la porte aux épidémies, aux maladies contagieuses y compris le choléra.

La société rurale était avant tout paysanne. Les agriculteurs constituaient 75 % à 85 % des populations dans les villages, dans les écarts et même dans les petits bourgs comme Barrême, St André, Seyne ou Banon. Mais cette société était aussi très diversifiée et très hiérarchisée. Il y avait d'abord les notables de la terre : les "propriétaires" des cadastres et des listes électorales : notaires, petite noblesse locale et bourgeois urbains voisins, possédant biens en bastides, bonnes terres et fermages substantiels. Ils tenaient le haut du pavé, contrôlaient les élections et le Conseil général, mais aussi constituaient, au moins pour certains d'entre eux, une élite éclairée qui introduisait les

innovations de la technique et de la science agricole : moutons mérinos, mûriers pour le ver à soie, un peu plus tard batteuse "locomobile" etc. Les paysans les mieux pourvus en terres et les plus aisés et ouverts les rejoignaient dans des "Sociétés d'agriculture", lointaines préfigurations des Chambres d'agriculture. Bien en dessous, il y avait les paysans modestes, mais propriétaires de leurs terres, d'une paire de boeufs ou d'un mulet, de quinze ou vingt hectares de terres labourables ; puis les paysans pauvres qui n'avaient pas assez de terre pour en vivre, devaient louer des bêtes pour leurs labours et se contenter d'une quinzaine ou d'une vingtaine de bêtes à laine, et de quelques chèvres, obligés souvent aussi de travailler pour les autres afin de survivre. Il y avait, enfin, un grand nombre de "brassiers" - paysans sans terres, ainsi que de domestiques agricoles se louant ou vivant sous le toit des paysans plus aisés, logés et nourris - mal -, mais rarement payés en espèces de façon régulière. C'est dans leurs rangs et dans ceux des paysans pauvres que se recrutaient les nombreux travailleurs saisonniers migrants, partant dans toutes les campagnes de Basse-Provence, et au delà (vendanges, cueillette des fruits, olives...). Pour les moissons, ils constituaient des équipes de travailleurs, les soques (ou sauques, solques), généralement formées par deux moissonneurs et une femme qui liait les gerbes. Ils parcouraient toute la Provence du sud au nord, d'Arles en Sisteronnais ou Haute-Bléone, Bès et Asse, en des périple compliqués qui finissaient - mais pas toujours - par les emblavures de leur village d'origine. Ces paysans migrants saisonniers étaient si nombreux, dans les communes déshéritées préalpines, en particulier, que des maires du Sisteronnais se plaignaient, vers 1840-50, que les villages étaient aux trois-quarts vides d'hommes une notable partie de l'année. Ces routes du travail agricole saisonnier, avec leurs rencontres, leurs habitudes, les connaissances faites dans les lieux de labeur, ouvraient celles de l'émigration définitive des "gavots", déjà bien commencée en 1850. Cette société villageoise se payait pourtant ses maîtres d'école, mal payés et diversement corvéables par le curé et le maire nommé, dont le rôle était considérable, comme celui du petit notaire local présent dans tout village de quelque importance, et qui non seulement enregistrait l'interminable et acharnée accumulation de parcelles de propriété ou les ventes et partages des paysans, mais encore prêtait, trop souvent à des taux usuraires, aux agriculteurs en peine.

L'agriculture pratiquée était une polyculture très diversifiée, avec cependant l'obsession de la culture du blé panifiable et vendable pour avoir quelque argent, mais aussi avec la nécessité de faire pour le pain, dans les terres pauvres, du seigle, du méteil (mélange de blé et de seigle dans le même champ) et encore de l'épeautre ; peu d'orge et presque pas d'avoine, en revanche. La complantation des parcelles de labours en arbres fruitiers, surtout autour des villages, était universelle : amandiers, mûriers surtout, mais encore pommiers, poiriers, noyers, cultivés en quinconces, en "allées" alternées, au carré, dans le désordre... Agriculture à deux étages donc, de gagne-petit, où les années de mauvais rendements des uns pouvaient être compensées par de meilleurs revenus des autres. Les rendements étaient faibles : 5 à 10 qx/ha pour les céréales... Les légumes secs : fèves, lentilles, féveroles et ers, haricots, étaient partout cultivés et constituaient une base de la soupe épaisse du paysan. La vigne était omniprésente, ou presque : il y en avait même dans les communes de la basse Ubaye, au Lauzet ou à Méolans, dans le haut-Bès et la haute-Bléone... Les vins qui en résultaient étaient de courte garde, intransportables, et de bien médiocre qualité. Il existait cependant toujours, au début du second Empire, de bons vignobles donnant des vins très honorables : ceux des Mées, de Courbons, de Pierrevert... Le travail des champs se faisait encore très majoritairement, à cette époque, avec la paire de boeufs du vieux monde méditerranéen latin ou bien encore avec le mulet, dans certaines zones surtout. Le mulet était aussi l'animal de transport par excellence ; bâti, il remontait ou descendait par colonnes les vallées, passait les cols ; à Lure, au Labouret ou aux Tourniquets... Le cheval était l'apanage des propriétaires les plus aisés, avec déjà la charrue au lieu de l'araire.

Tout ce qui était cultivable, même difficile d'accès, même en pente forte, aménagé péniblement en terrasses ou contre-pentes construites diversement, était mis en valeur, utilisé,

parfois avec de longues jachères de reconstitution. On épierrait et accumulait les clapiers aux marges ou aux pieds des zones cultivées, pour mettre à profit toute terre, même très médiocre, en un dur travail saisonnier où les femmes et les enfants jouaient un rôle important. De façon générale, le travail était dépensé sans compter, dans tous les domaines et à tous les âges : la main-d'œuvre était inépuisable et la demande trop souvent inférieure à l'offre. De même, la conquête des terres à cultiver était à son terme ; la nudité et le déboisement corrélatifs, maximaux. Et des voix s'élevaient partout pour s'alarmer d'une érosion aggravée sans cesse par les défrichements à leur apogée et par les engravements qui en résultaient, stérilisant des zones basses.

L'élevage était partout le deuxième élément de base du système agricole : élevage ovin, d'abord, essentiellement pour la laine, très accessoirement pour la viande (avec, surtout les bêtes de réforme). La race "commune" locale, et ce qu'on appellera la Préalpes plus tard, n'étaient pas très "couvertes", aussi le mérinos à l'épaisse toison, particulièrement dans le Sisteronnais où il avait d'abord été introduit et développé, progressait partout. La chèvre, vache du pauvre, fournissait le lait pour les enfants, les malades, les vieillards, et aussi pour les fromages. La vache elle-même était partout rare, presque absente, sauf en Ubaye et dans le haut-Verdon. L'âne, recours du pauvre, polyvalent, était en net recul par rapport au début du siècle.

Toutefois, en 1850, l'agriculture et l'élevage n'étaient pas du tout cantonnés à des activités autarciques, autoconsommatrices, repliées sur elles-mêmes. Dans les zones favorisées du département, surtout, mais aussi ailleurs, dans bien des communes, les paysans avaient été capables de se lancer dans des cultures ou des activités spéculatives supposant de l'initiative et des prises de risques : le cas des plantations de mûriers et de la sériciculture en est un excellent exemple. Dès 1837, il y avait 75.000 mûriers recensés dans le département ; non seulement ils étaient dans le pays de Forcalquier - Banon - St Etienne et le Sisteronnais occidental, mais on en trouvait, avec les magnaneries correspondantes, dans tout le pays dignois et au sud vers Valensole - Moustiers. C'étaient parfois de tout petits élevages, menés par de modestes paysans qui avaient su acheter des "semences" de vers à soie et mener à bien leur cycle, suivis et aidés plus ou moins par le Conseil Général. De belles réussites dans ce domaine, et des profits substantiels, eurent lieu dans les années 50-60 du XIXe siècle, même pour de petits agriculteurs - entrepreneurs - du pays de Forcalquier par exemple.

1910-1914 : révolution mécanique, crises et mutations

A la veille de la guerre de 1914-18, - qui fut une terrible et irréparable saignée pour les campagnes bas-alpines -, le monde agricole a profondément changé. La population a déjà fortement diminué. Le dépeuplement a atteint les vieux villages comme les hameaux et les écarts. Un véritable "écrémage" a eu lieu, par l'émigration constamment augmentée, au cours des trente années précédentes surtout, des plus jeunes et des plus dynamiques. L'émigration féminine paysanne est aussi importante (et souvent même plus importante !) que celle des jeunes hommes de la terre. Elle a atteint, d'abord les familles de paysans pauvres ou celles des brassiers sans terre et des domestiques agricoles. On parle d'ailleurs plutôt maintenant d'ouvriers agricoles, et non plus de domestiques : il n'en reste plus que 6.500 dans le département, en 1914, déjà insuffisants, et mieux traités et payés. Les familles sont moins nombreuses en général. L'école Jules Ferry a remplacé partout les maîtres d'école d'antan et renforcé encore l'alphabétisation et l'accès à la culture générale. Les notables d'autrefois ont aussi changé : beaucoup plus de paysans-maires, élus démocratiquement, maintenant. Ils accèdent aux conseils généraux et aux responsabilités départementales même si certains "fiefs" de notables traditionnels existent encore, comme à Castellane. Le nombre des notaires a beaucoup diminué ; l'autorité et l'influence des vieilles familles nobiliaires ou bourgeoises urbaines a nettement régressé. Les migrations saisonnières sont considérablement réduites et les soques se font beaucoup plus rares.

En 1910, la première révolution agricole a eu lieu ; révolution mécanique liée à l'expansion du cheval dans des propriétés agricoles plus grandes et des exploitations en moyenne plus vastes, conséquences de la vidange démographique agricole. La moissonneuse-lieuse, le râteau faneur, la faucheuse, la batteuse, permettent une remarquable accélération des travaux et économisent du travail humain : nécessité, car la main-d'œuvre est beaucoup moins abondante et bon marché. Ainsi, surtout dans les "bons pays" du Val de Durance, de Valensole, de Forcalquier, de la basse Bléone, la mécanisation a fait une avancée spectaculaire. C'est le signe, en ce début du XXe siècle, d'une incontestable amélioration de la condition paysanne. Là où, en 1850, il fallait une heure de travail à la faucille, ou un quart d'heure à la faux, pour moissonner un are de blé, il ne faut plus que deux minutes en 1900 avec une moissonneuse-lieuse à traction animale. Les engrais chimiques ont fait leur apparition et les rendements moyens des céréales ont nettement augmenté, le blé régnant en maître sur 53.000 ha, à raison de 12,5 qx à l'ha (630 à 660.000 qx produits). Pourtant, la comparaison avec les chiffres de 1999-2000 est significative : les quelque 23.000 hectares de blés durs et tendres cultivés actuellement - 2,3 fois moins qu'en 1914 - produisent 750.000 à 850.000 quintaux de blés à raison de 30-35 à 40-45 qx/ha, soit bien plus qu'à la veille de la première guerre mondiale. Au cours des 60 années écoulées depuis 1850, l'agriculture bas-alpine a traversé trois crises graves :

- la crise du phylloxéra - et du mildiou -, d'abord, qui a frappé tout le vignoble du département et a anéanti, surtout au cours des années 1870-1885, la plus grande partie des plantations. En 1914, beaucoup de communes n'ont plus de vignes : l'effort de reconstitution du vignoble avec de nouveaux plants "directs" américains et avec des hybrides ne touchait surtout que les communes méridionales et occidentales des Basses-Alpes.
- La crise et le déclin très avancé du mûrier et de la sériciculture, ensuite, devant la concurrence internationale, surtout de l'Extrême-Orient, et de l'Italie. Beaucoup de plantations et de magnaneries ont disparu et les cours sont trop bas.
- La crise de la laine, enfin : les cours de celle-ci, devant l'invasion des laines des pays "neufs" (Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine) se sont effondrés à tel point que les éleveurs bas-alpins ont dû procéder à une transformation difficile et méconnue de leur spéculation ovine : du mouton et de la brebis à laine ils ont dû passer à l'agneau pour la viande : agneaux de lait de 45 jours, brouards de plusieurs mois etc. L'expansion des fourrages artificiels - sainfoin, luzerne... -, dont les surfaces avaient beaucoup augmenté en 1914, est en grande partie liée à cette reconversion.

Une nouveauté est venue compenser en partie les difficultés et les crises : la lavande. Ses cours – déjà internationaux, quoique essentiellement fixés à Grasse - sont montés très fort au début du siècle, et dans la plupart des campagnes du département des équipes de jeunes, familiales ou interfamiliales, vont couper les lavandes sauvages dans les "baïssières" des collines et des montagnes préalpines. Partout des alambics artisanaux "à feu nu" s'installent, près des ruisseaux, et même des distilleries industrielles, comme à Barrême. Déjà aussi les premières plantations, très limitées encore, ont eu lieu. C'est là une source de revenus remarquables, d'autant plus qu'en cette période il s'agit de plantes poussées hors des zones cultivées régulièrement et sans empiéter sur les labours : elles ne coûtent rien !

Pour intensifier les cultures, l'irrigation joue un rôle particulièrement important : aux réseaux traditionnels, devenus le plus souvent des A.S.A. depuis le second Empire, et qui connaissent sans doute alors leur apogée, s'ajoutent de nouveaux canaux intercommunaux modernes, comme le canal de Manosque, facteur d'adoption de nouvelles cultures plus spécialisées.

Des foires et des marchés multipliés et organisés, se sont beaucoup développés, dans les bourgs et villages principaux, et jouent, en un réseau aux dates et spécialités diverses et

complémentaires, un rôle important pour la paysannerie. Le développement et l'amélioration du réseau routier rural, avec le désenclavement de l'Ubaye et de la région de Castellane en particulier, y a beaucoup aidé.

Le paysage "naturel", lui aussi, est en train d'évoluer rapidement : un immense effort de reboisement, esquissé sous le second Empire, et précisé depuis, sous la III^e République, par les lois de 1882, se développe un peu partout pour lutter contre la nudité, l'érosion, la torrencialité. L'Etat - les Eaux et Forêts - organise des chantiers de reboisement et de défense et Restauration des Terrains en Montagne : Ubaye, Val d'Asse - Dourbes, Lure, Sisteronnais etc. Les répercussions de ces reboisements, avec des milliers d'hectares achetés régulièrement par l'Etat, fréquemment par Décisions d'Utilité Publique, sont souvent sérieuses pour les éleveurs qui voient, dans certains secteurs, leurs parcours amputés parfois gravement. Ce sont déjà là, au total, des actions de politique environnementaliste qui préfigurent largement celles de la fin du XX^e siècle.

Les années 1950 et 1960 : la mise en place du monde agricole contemporain

Caractéristique la plus essentielle : il y a de moins en moins d'hommes de la terre. La diminution de la population agricole et rurale en général, est considérable. Elle est même effrayante dans certains secteurs montagnards préalpins, comme le canton de Senez, où les densités humaines étaient les plus basses de France en 1968. Le creux de la vague démographique rurale est atteint entre 1962 et 1968. La population active agricole proprement dite, qui dépassait les 28.500 actifs en 1931, n'est plus que de 8.500 actifs en 1968 (il n'en restera que moins de 3.000 en 1999). Le nombre total d'exploitations agricoles, qui était de 19.300 en 1929, n'est déjà plus que de 5.774 en 1953 (en 2000, seules subsistent 2.947 exploitations - comptées large - soit 15 % de celles qu'il y avait en 1929 !). La désertification de vastes pans de l'espace autrefois vécu, exploité, pâturé, entraîne l'extension de friches de plus en plus amples : dans les années 60-70, on estimait déjà à plus de 200.000 ha les "landes" cadastrales couvrant les zones à l'abandon dans les Préalpes de Digne, Castellane et Sisteron.

Et pourtant, l'agriculture des années 60 a fait de fantastiques progrès par rapport à celle de 1914. Les espaces cultivés constamment en terres labourables ont même augmenté par rapport à 1929 (72.800 et 74.422 ha à la fin des années 50). Les rendements des blés tendres, à la fin des années 60, s'élèvent à 25-30 qx/ha, deux fois plus qu'en 1914. La deuxième révolution agricole, celle du tracteur avec son cortège d'outils adaptés, a eu lieu entre 1946-48 et 1955. C'est la fin du cheval en quelques années. Le tracteur léger individuel, de 15-25 CV, acheté dans bien des cas avec les premiers profits de la lavande, ou ceux des fruits, induit une extraordinaire accélération et commodité du travail. Tout ce matériel nouveau, l'emploi généralisé des engrais chimiques dans toutes les régions agricoles des Basses-Alpes, et déjà aussi des produits phytosanitaires, engagent les agriculteurs dans un processus productiviste qui est soutenu par le recours à l'emprunt. Les bâtiments modernistes du Crédit Agricole à Manosque symboliseront bientôt cette intégration par l'amont, par l'aval - les marchés - et par la banque, des agriculteurs bas-alpins.

C'est à la même époque que la "politique des structures", et les lois "d'orientation agricole" Pisani-Debré (1961-62), vont encadrer l'agriculture, avec les débuts d'une "politique montagne" classant une très grande partie des communes en "zone montagne", avec des aides réelles : I.S.M., apports à la construction de bergeries subventionnées "modernes", aux normes plus ou moins coercitives mais qui s'élèvent un peu partout dans le département. La Chambre d'Agriculture, les divers syndicats agricoles et pastoraux et la profession agricole tout entière, s'organisent. Tout un ensemble de structures actives sont mises en place à la fin de ces années cinquante et au début des années soixante : réseau de conseillers agricoles de la Chambre, par petites régions rurales, S.U.A.D., E.D.E., formation continue et innovation collective avec les G.V.A., les CETA - comme ceux de Valensole ou du Val de Durance - ; CUMA et coopératives de distillation de lavandes et

lavandins organisées et impulsées par des personnalités dynamiques... Les jeunes agriculteurs du CDJA (le CNJA vient d'être créé au niveau national -1961- et prendra quelques distances avec la FNSEA et les FDSEA) sont un fer de lance des progrès agricoles dans un contexte de prix à la production qui ne seront jamais plus aussi favorables qu'alors.

C'est au cours de ces années que l'agriculteur bas-alpin devient un véritable poly-technicien, - par force, sinon toujours par goût -. Il doit être maintenant tout à la fois mécanicien, chimiste, zootechnicien, agronome... Il adopte de nouvelles variétés de lavandins, - le super, après l'abrial... - de blés, de poires, de pommes - la golden commence à s'installer partout dans les vergers duranciens et dans ceux de la Motte du Caire-. Il devient aussi, par nécessité - et si ce n'est lui, son épouse - un comptable, un prospecteur de marchés lointains, même... Un autre secteur où les agriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence ont montré leur capacité d'adaptation technique est celui de l'eau et de l'irrigation. C'est durant les années 60 que les premiers lacs collinaires et les premiers efforts pour pratiquer l'irrigation par aspersion sous pression eurent lieu dans plusieurs secteurs pionniers : Thorame, Val de Durance, Forcalquier. Les infrastructures liées aux travaux de la Société du Canal de Provence (créée en 1957) et à ceux découlant de la "dotation agricole" de Serre Ponçon et du canal "usinier" EDF, furent utilisées, par les arboriculteurs en particulier, avec habileté et dynamisme.

L'agriculteur bas-alpin des années soixante commence aussi à être affronté au premier développement du phénomène des résidences secondaires. De façon précoce, des urbains, souvent originaires de haute Provence et retournant à leurs racines, rachètent des maisons de villages. Mais déjà aussi les agriculteurs âgés vendent des terres dans un contexte de découragement psychosociologique et économique face au dépeuplement et aux difficultés d'adaptation technique de l'agriculture. Ces terres à bâtir, généralement situées dans la proximité et autour des villages - il n'y a pas encore de POS - ouvrent la porte à la désorganisation foncière et au "mitage" qui gênera tant les agriculteurs des années suivantes. En revanche, montrant là encore leur capacité d'adaptation, des agriculteurs bas-alpins et des communes rurales aux maires "d'origine locale" ont su faire l'invention des gîtes ruraux : les premiers de France, à La Javie et dans son canton, dès le début des années soixante. Malheureusement, les années 55-65 sont aussi celles durant lesquelles l'importance des élus issus du monde agricole commence à reculer inexorablement. Les conseillers municipaux, les maires, les conseillers généraux agriculteurs de profession verront, dès lors, leur nombre et leur pouvoir diminuer lentement. De nouvelles élites rurales commencent à apparaître ; elles n'ont plus rien d'agricole : ni l'activité socioprofessionnelle, ni la formation, ni les intérêts principaux.

Conclusion

Au terme de cette rétrospective, plusieurs constats favorables permettent d'envisager l'avenir - et les scénarios du futur - avec un certain optimisme. Dans le domaine des structures foncières, qui restent un problème essentiel, les agriculteurs ont montré, dès les années 60, à travers leur participation aux actions SAFER ou à la création de GAEC, leur aptitude à ne plus considérer seulement la terre comme un patrimoine à accumuler de façon obsessionnelle. De façon générale, ils ont su agrandir leurs espaces de travail de façon conséquente, ce qui était indispensable. La préoccupation de la qualité - agneaux, fruits, fromages, lavandes... - était déjà présente dans le passé : c'est une tradition qui ne cessera - et ne devra cesser - de s'affirmer. C'est là un gage de réussite pour le futur.

Surtout, les agriculteurs de haute Provence ont montré, au cours des 150 dernières années, leur aptitude à surmonter des crises redoutables. Leur capacité d'adaptation leur a permis déjà à plusieurs reprises d'adopter des cultures, des techniques, des marchés entièrement nouveaux et de créer aussi des structures, voire des moyens de production inconnus auparavant dans la région.

D'autre part l'"écrémage" négatif du grand exode agricole séculaire a cessé. A partir des années soixante finissantes, ce sont les meilleurs qui sont le plus souvent restés à la terre, et le rajeunissement des actifs agricoles s'annonçait déjà dans plusieurs secteurs dès 1965-1970. Les agriculteurs des Alpes-de-Haute-Provence ont montré qu'ils savaient s'ouvrir à des spéculations qui se jouent à l'échelle internationale, voire planétaire : de la soie au mouton et des fruits à la lavande. Ils ont dû et su calculer leurs efforts en s'adaptant à des conjonctures difficiles.